

MANIFESTATIONS – CONGRÈS

DES CONNEXIONS POUR UNE GESTION GLOBALE DE L'ATMOSPHÈRE ONE ATMOSPHERE: MAKING THE CONNECTIONS

Conférence de Paris – 29-30 septembre 2011

Jean-Marie RAMBAUD⁽¹⁾

Traduit en français par Laurent Vermeersch

À partir des conclusions du congrès de Vancouver de 2010, soulignant un changement de paradigme dans l'approche des politiques de la qualité de l'air et leurs relations à l'environnement au sens large, la conférence de Paris, organisée par l'APPA, a proposé des bases solides pour de nouveaux progrès dans les trois domaines primordiaux dégagés par la Déclaration de Vancouver :

- Pollution atmosphérique et changement climatique.
- Écosystèmes et biodiversité dans leurs interactions avec l'air et le climat.
- Coopération internationale et pollution atmosphérique.

Pollution atmosphérique et changement climatique

L'évaluation du carbone noir « *black carbon* », et de l'ozone troposphérique, réalisée par le PNUE (Programme des Nations unies pour l'environnement) et l'OMM (Organisation météorologique mondiale), a clairement démontré les bienfaits qu'apporte la prise en charge des polluants ayant une durée de vie courte, les SLCF (*short lived climate forcers*), tant sur le climat, la santé et la sécurité alimentaire.

Dans les domaines des transports, du logement, de l'industrie et de l'agriculture, des exemples ont montré qu'un petit nombre de mesures visant la réduction des émissions de méthane et de carbone noir, dans différentes régions du monde et avec les technologies existantes, pourraient immédiatement apporter des bénéfices significatifs, à court terme, sur la santé, les récoltes, les écosystèmes et le climat.

La mise en place de mesures plus larges et plus rapides est néanmoins nécessaire pour atteindre la totalité des bénéfices qu'apporterait la réduction des SLCF ; de plus, malgré ces bénéfices à court terme, la réduction du réchauffement climatique sur le long terme exige aujourd'hui des actions afin de réduire les émissions de CO₂.

Bien que la question de leur intégration dans des accords climatiques globaux soit à l'ordre du jour, il est plus aisé de les prendre en compte dans le cadre d'accords régionaux, vu leur caractère local et régional ; ainsi, le CLRTAP (*Convention on Long-Range Transboundary Air Pollution*) a pris les devants en intégrant le carbone noir dans la révision du protocole de Göteborg. D'autres accords régionaux de ce type se développent et sont encouragés, notamment par le *Global Atmospheric Pollution Forum*⁽²⁾.

À l'échelle plus limitée des collectivités locales, des progrès peuvent être réalisés, en intégrant les politiques concernant la pollution de l'air et le changement climatique, même si elles sont menées plus lentement en raison des barrières institutionnelles et organisationnelles. Les administrations locales disposent néanmoins d'une série de leviers qui peuvent être bénéfiques.

Écosystème et biodiversité dans leurs interactions avec l'air et le climat

Bien que le nouveau plan stratégique pour la biodiversité souligne la nécessité de réduire la pollution à des niveaux qui ne seraient pas nuisibles aux différentes fonctions des écosystèmes et à la biodiversité, des progrès restent à faire dans le contrôle et l'évaluation de son impact, notamment sur la pollution atmosphérique et le changement climatique.

Après les pluies acides et leurs impacts sur la forêt, les mesures contre l'acidification et l'eutrophisation ont été menées avec succès par le CLRTAP, grâce à la gestion des charges critiques. Les effets directs de l'ozone sur la végétation, ainsi que les effets indirects des dépôts atmosphériques et leurs conséquences sur les écosystèmes, ont clairement été démontrés et sont désormais bien connus, notamment après l'*European Nitrogen assesment*. Les dépôts d'azote sec nécessitent néanmoins une meilleure évaluation. L'ammoniac est responsable des menaces les plus fortes, et pourtant les rédu-

1. Directeur de la publication, Rédacteur en Chef de Pollution Atmosphérique.

2. Le *Global Atmospheric Pollution Forum* ou *Gap Forum*, porté par la Suède, a pour ambition d'établir un réseau international d'associations investies dans la réduction des pollutions atmosphériques.

tions d'émission restent très faibles. La directive sur les milieux ne protège pas correctement les sites classés par Natura 2000 contre la pollution atmosphérique liée à l'azote. Les mesures destinées à protéger de vastes espaces ne sont pas suffisantes pour une protection à l'échelle locale.

Éviter les dégâts causés par les pressions exercées sur la biodiversité nécessite de combiner les impacts liés à la pollution atmosphérique à ceux engendrés par les autres formes de pressions anthropiques, changement d'utilisation des sols et pollutions de toutes sortes.

De nombreuses difficultés pratiques persistent pour que soient prises en compte dans les décisions publiques les valeurs économiques liées aux écosystèmes et à la biodiversité ; un soutien plus marqué à la gestion des sources de pollution serait probablement une voie bénéfique. En effet, les valeurs attribuées à la perte de biodiversité sont souvent insignifiantes, comparées à celles attachées à la santé humaine et les préoccupations vis-à-vis de la biodiversité sont finalement assez marginales dans les priorités publiques.

Ainsi, il est urgent de développer des outils qui pourraient représenter un investissement séduisant pour les acteurs du marché.

Coopération internationale et pollution atmosphérique

Il n'existe aujourd'hui aucun cadre législatif pour établir un lien entre des polluants, qu'ils soient d'échelles régionale ou globale, agissant sur le changement climatique et la pollution atmosphérique, aucune approche intégrée vis-à-vis de polluants multiples sur toute une région, aucune voix à l'échelle globale pour parler de la pollution atmosphérique et permettre l'interaction avec d'autres actions environnementales globales ; il faut ajouter à cela un manque de sensibilisation, d'un point de vue technique, des organisations liées à la pollution atmosphérique.

Pour qu'une approche à l'échelle du globe ou d'un continent soit efficace, trois composantes sont nécessaires : un lieu de coordination des données et de l'information, un processus d'évaluation, et l'existence d'une plate-forme de négociation.

Les SLCF pourraient être la pierre angulaire d'une action plus efficace, parce que globale et intégrée, en incitant à prendre des mesures qui pourraient profiter à tous.

Le « regroupement » des accords régionaux déjà existants sur la qualité de l'air est nécessaire pour aborder les questions globales comme celle des SLCF (des accords légalement irrévocables ne sont pas forcément partout la meilleure voie à suivre). Dans les pays en voie de développement, la santé et

les récoltes peuvent être des bases plus solides que le changement climatique pour mener des actions (et les progrès sont aussi plus faciles à enregistrer).

Si le regroupement est utile, les approches sub-régionales et régionales en cours devraient être poursuivies. Même les approches globales, telles que le TF HTAP (*The UNECE CLRTAP Task Force on Hemispheric Transport of Air Pollution*), doivent tenir compte des contextes régionaux.

Le regroupement scientifique des réseaux d'information est un premier pas vers un processus global ou continental et constitue la base pour le développement de politiques futures pour promouvoir la communication interrégionale (le TF HTAP pourrait fournir une bonne base pour une telle entreprise). Nous devons aller voir du côté des acteurs régionaux et globaux existants (tels le PNUE, l'OMM, le TF HTAP, l'EMEP⁽³⁾, les réseaux asiatiques et africains, les initiatives en Amérique latine) pour lancer des pistes dans ce sens, selon des principes généralement acceptés et un cadre stratégique.

L'évaluation scientifique et le développement d'options politiques ultérieures constitueraient la suite naturelle au développement du réseau de données et d'informations. Le Forum GAP pourrait fournir des conseils utiles sur les connexions nécessaires et les chemins à suivre pour mettre en place ce processus.

La présentation des avantages à court et à long termes permettrait efficacement de convaincre les décideurs. La sensibilisation du grand public et l'engagement des ONG (les groupes d'intérêt publics, mais aussi l'industrie) et d'autres parties prenantes pourraient être un fil conducteur important.

Les objectifs pourraient être atteints par des canaux divers incluant des partenariats. Ceux-ci peuvent différer selon les régions. Cela passe par la reconnaissance des polluants prioritaires en Asie, en Europe et en Amérique du Nord. Les différences entre les contextes nationaux, subrégionaux et régionaux doivent aussi être prises en compte.

Il convient de mettre au courant les décideurs de toutes les régions du globe du potentiel que représentent ces co-bénéfices.

Conclusion

Cette conférence, qui a accueilli environ 25 orateurs invités, a été reconnue comme un véritable pas en avant dans la réflexion, et a permis de réunir sous le même toit les intérêts liés à l'azote, à la pollution atmosphérique, au changement climatique, aux écosystèmes et à la biodiversité.

Elle a ainsi ouvert le chemin vers une meilleure connexion entre les multiples facteurs qui influencent les équilibres fragiles de notre atmosphère commune.

3. EMEP : Programme de coopération pour la surveillance continue et l'évaluation du transport à longue distance des polluants atmosphériques en Europe.